

**Le 25 juin 2010**, les militants syndicalistes et dirigeants de l’UGTG, **José NAEJUS et Charly LENDO, sont appelés à comparaître douvan Tribinal Bastè a léta kolonyal fwansé**.

* **Il leur est reproché d’avoir créé une section syndicale UTHTR-UGTG à l’Hôtel FORT ROYAL de Deshaies, propriété de la Région Guadeloupe, géré par le Groupe LANGLEY.**
* **Il leur est reproché d’avoir soutenu les Travailleurs Guadeloupéens, en lutte pour réclamer leur droit au travail dans cet hôtel, qui embauche une majorité de Scandinaves.**
* **Il leur est reproché de réclamer l’application de la Convention Collective des Hôtels de Guadeloupe, qui prévoit des dispositions plus favorables que celle de la France**.

Voilà les raisons qui ont conduit l’Etat colonial français, à la solde du MEDEF et des élus politiques bwa-bwa, à procéder à **l’arrestation musclée de Charly LENDO, placé en garde à vue, menottes aux poignets de 13 h 20 à 18 h 15, par le GIGN, ainsi que José NAEJUS**.

Ainsi donc en Guadeloupe, dans notre pays, les syndicalistes sont traités comme des bandits de grand chemin, tel est le sort aujourd’hui qui est réservé à tous ceux qui osent se rebeller contre ce système d’exploitation, de mépris, d’injustice et de pwofitasyon.

Nous l’avons bien compris car le mouvement social de l’année 2009, conduit par le LKP, a permis de dénoncer au grand jour le système d’économie de plantation qui perdure depuis plus de 300 ans dans notre péyi, une société organisée sur la base de rapports de classe et de race. ***Sé sa yo paka pwan kè nou di é sé vwé !***

Ce même mouvement social a fait que pendant les dernières élections régionales moun bokanté plas, c’est ainsi que nous avons vu naître la nouvelle droite guadeloupéenne, avec deux mots clés : stabilité et sécurité. Telles sont les garanties qu’ils ont donné aux profiteurs, car ils ne vivent pas dans la tourmente du chômage, des emplois précaires, en somme dans la spirale de l’échec social qui roule pour la stabilité et la sécurité. Le mouvement social a donc fédéré le conservatisme, et les garants du modèle républicain qui tentent de leur permettre de limiter l’exercice du droit syndical à certaines entreprises et de pourchasser les militants syndicalistes les plus rebelles qui **ka woulé pou dwa a Travayè**.

Voilà une partie des raisons qui font que des dirigeants de l’UGTG, José NAEJUS et Charly LENDO, comparaissent devant le Tribunal Correctionnel de Basse-Terre le Vendredi 25 Juin 2010, sans oublier que les gendarmes qui ne sont ni médecins, ni infirmiers diplômés ont tenter de les forcer à se soumettre à des prélèvements ADN…**Nou pa kriminel a yo, sé yo ki asasiné moun an Mé 1967 é jous kaprézan yo poko réponn dè abominasyon a yo**.

**Nou péké pran’y…Panga, Panga**…

**TOUT MOUN A BASTÈ VANDRÈDI 25 JEN 2010**

**dèpi 7tèd maten douvan Tribinal**

**Pa maNNyé Sendikalis !**

*Lapwent 16/06/10 UTHTR-UGTG*